

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18223 - 71ÈME ANNÉE

La conspiration du silence autour de la crise de la filière canne-sucre doit cesser, les candidats aux régionales doivent parler

Sauvons les 18.000 familles victimes de la crise de la canne à sucre

Paul Vergès prend le pari que la crise de la canne à sucre à La Réunion sera dans la lignée de celles des épices, de la vanille, du vétiver et du géranium. Tous les candidats aux régionales sont interpellés : que proposent-ils à 18.000 familles menacées par la ruine ? « Que faire ? Que proposent les autres ? Le gouvernement français a imposé la monoculture, qu'il fasse face aux conséquences de sa politique », conclut Paul Vergès, « nous devons avoir des propositions de substitution qui ne sacrifient pas les planteurs ».



Paul Vergès demande aux candidats aux régionales de dire ce qu'ils proposent aux 18.000 familles concernées par la crise de la canne à sucre.

Pour Paul Vergès, la crise de la canne à sucre à La Réunion n'est plus une menace mais une certitude. Elle a donc fait l'objet d'une conférence de presse hier pour casser la conspiration du silence : tous les candidats déclarés aux régionales évitent d'en parler. Or, les dynamiques françaises, eu-

ropéennes et mondiales vont amener le sucre de La Réunion à la même conclusion que les épices, la vanille, le vétiver comme le géranium. « On organise la conspiration du silence, on avance des affirmations gratuites et la catastrophe arrive ».

« Cela fait bientôt 10 ans que l'OMC

a obtenu la remise en cause de l'intégration du sucre dans le marché européen. Nous avons été les seuls à dénoncer le danger », rappelle le sénateur. 2017 verra fin du quota qui entraînera la fin du prix garanti.

Concurrence mortelle

Dans deux ans, le sucre réunionnais devra faire face à la concurrence mondiale. Il devra tout d'abord se mesurer au sucre de betterave.

Les betteraviers ont restructuré de fond en comble leur filière. Ils ont augmenté leur productivité et aussi le rendement en sucre de la betterave. « Ils pensent soutenir la concurrence avec le sucre de canne », précise le sénateur.

L'autre concurrence sera celle du sucre roux de canne produit en dehors de l'Europe. Ce mois-ci, la Commission européenne a signé un accord commercial avec le Vietnam. 20.000 tonnes de sucre seront sur le même marché que le sucre réunionnais. Un marché européen qui n'est pas extensible sur ce créneau bien spécifique.

La crise qui s'annonce sera donc considérable, elle ne touchera pas seulement les 3.000 planteurs, mais

aussi les ouvriers d'usine, les transporteurs, les dockers et toutes les professions qui gravitent autour, soit 18.000 personnes. Cela fait 18.000 familles, donc environ 100.000 personnes concernées, souligne Paul Vergès.

Conspiration du silence

Face à cette crise, chacun doit assumer ses responsabilités.

Compte tenu que l'échéance 2017 aura lieu en plein dans le mandat des prochains conseillers régionaux, Paul Vergès interpelle donc les candidats déjà déclarés. Que proposent-ils à ces 18.000 travailleurs et à ces 100.000 personnes ? Force est de constater qu'eu égard à l'importance de la crise à venir, elle devrait figurer au cœur de la campagne. Mais elle est soigneusement évitée par cette classe politique. Paul Vergès appelle donc à rompre la conspiration du silence, et à trouver des solutions pour préserver les intérêts de toutes les personnes concernées.

« À quoi servent les politiques à La Réunion ? », déplore Paul Vergès, « toutes les communes concernées. Pourquoi les maires ne disent-ils pas aux planteurs : voici le sort qui vous attend ».

« La droite s'organise, fait de la com sur port de Bois-Rouge, la nouvelle route du littoral mais pas un mot de tous les élus de droite sur la crise de dans deux ans ».

Paul Vergès compte donc sur une campagne d'explication pour que les planteurs sachent ce qui se trame dans leur dos : « nous allons dire à tous les planteurs : qu'est-ce que les élus de La Réunion demandent au gouvernement comme solution à la crise de la canne à sucre ? »

La France devra aussi assumer

Car la France devra aussi assumer ses responsabilités. Le sénateur rappelle que si La Réunion est un pays de monoculture de la canne à sucre, c'est la conséquence d'une décision de la France. Le rétablissement de l'esclavage par Bonaparte avait entraîné la perte pour la France de Saint-Domingue, alors premier producteur mondial de sucre.

Pour compenser, les autorités françaises ont alors imposé la monoculture de la canne à sucre en Guadeloupe, en Martinique et à La

Réunion.

Ce choix est la base de tout l'aménagement du pays, et de l'arrivée massive d'immigrants venus d'Inde. La canne à sucre est en effet une plante tropicale qui a besoin d'être transformée sur place. Il a fallu une main d'œuvre importante, des usines, puis un chemin de fer et un port. Cela a fait basculer en quelques décennies La Réunion de l'esclavage à une société capitaliste avancée, dotée d'une très importante classe ouvrière. C'est un phénomène historique original, ajoute Paul Vergès. Ce sont ces ouvriers des champs, des usines, les cheminots et les dockers qui sont à l'origine de la revendication de l'égalité, consacrée par la loi du 19 mars 1946.

Quel prix payé au planteur ?

Pour le sénateur, cette histoire prend fin aujourd'hui. Tout se faisait dans le cadre de l'intégration à la France. Le système s'est ensuite étendu à l'Europe, c'est la PAC. Aujourd'hui, il s'écroule par la puissance de l'OMC, qui obtient la fin du système d'intégration en 2017.

Quel sera alors le prix du sucre en 2017 ? Les gains de productivité obtenus pour le sucre de betterave sont impossibles pour le sucre de canne. C'est un premier handicap. Quant à la concurrence avec le prix mondial, le pari est encore plus mal engagé.

Responsable de la généralisation de la monoculture de la canne à La Réunion, le gouvernement français devra donc faire face aux conséquences de sa politique.

Quelles propositions pour sauver 18.000 emplois ?

Que faire, que proposent les autres ? Paul Vergès plaide pour « des propositions de substitution qui ne sacrifient pas les planteurs ». Le contexte est en effet explosif, avec plus de 40 % de la population en dessous du seuil de pauvreté, un taux de chômage très important, plus de 110.000 illettrés. Dans les propositions possibles, le sénateur voit dans le co-développement un moyen de placer La Réunion sur la voie du progrès. Notre île possède encore un atout sur le plan de la recherche et de la formation par rapport à nos voisins. Avec Madagascar qui va aller vers 100 millions d'habitants, « il faudra des cadres dans tous les domaines ».

Où est le programme des candidats face aux 18.000 emplois menacés », conclut Paul Vergès avant de donner rendez-vous pour les deux prochaines conférences de presse : le scandale financier de la NRL, et l'engloutissement inéluctable de tous les projets de la droite par la hausse du niveau de la mer.

M.M.

Plusieurs conférences de presse déjà programmées

Les journalistes et l'opinion sont prévenus. La rencontre organisée hier n'est que la première d'une série. Le sénateur a en effet annoncé hier deux autres rendez-vous. La semaine prochaine, il sera question de la fin de l'union de la droite, à cause des révélations sur l'enquête portant sur les conditions dans lesquelles les marchés publics de la NRL ont été attribués.

La troisième conférence de presse portera sur l'impact à La Réunion des nouvelles estimations concernant l'élévation du niveau de la mer. Avec une hausse de 6 mètres, tout l'aménagement est à revoir car des infrastructures stratégiques se situent en dessous de cette limite, en particulier l'aéroport de Gillot.

Cette échéance est aussi la condamnation par avance de toutes les promesses annoncées par la droite pour ces régionales : port de Bois-Rouge, route en mer, construction de ville de 40.000 habitants dans la plaine littorale de Cambaie...

Édito

Faut-il traduire les sondeurs devant les tribunaux pour propagande mensongère en période électorale ?

Ca y est les sondages sont tombés. La manipulation de l'opinion est tombée à un niveau bien bas. À moins de 6 mois d'un scrutin important, les responsables de ces sondages participent à orienter les citoyens. Peu importe le sens qu'ils en donnent, ils sont des agents de la manipulation. Ils décident des conditions du sondage. Ils ont des moyens financiers et espèrent en tirer un bénéfice. La démocratie électorale est biaisée.

Dans le passé, nous avons vécu un demi siècle de fraude électorale qui donnait toujours le candidat officiel vainqueur. Souvent, le candidat communiste récoltait moins de voix que le nombre de ses colistiers. Les élections étaient validées. On pouvait compter sur la radio et la télé publiques pour donner l'argument expliquant la défaite des Communistes et saluant la reconnaissance de La Réunion Française.

Il y a 10 ans, les sondages orientaient l'opinion sur la victoire du Oui au référendum sur la Constitution européenne. Cela semblait évident vu que la droite, les Centristes et le PS étaient d'accord. Eh, bien, c'est exactement le contraire qui se produisit. Au final, les Français ont voté NON à 54 %. Dans les DOM-TOM, La Réunion était en phase avec 60 % de NON. Aucun institut de sondage n'avait prévu cette situation. Pourquoi ?

Plus près de nous, en 2014, les sondages donnaient Huguette Bello grand vainqueur à St Paul, avec 62 % au premier tour. Tout était plié

d'avance. Elle fut battue. Les sondeurs n'avaient pas prévu le coup et ont fini par trouver des réponses pour interpréter ces résultats. Normal, car un sondeur ne se trompe jamais. Ils n'ont toujours pas perdu espoir et propulsent toujours la même, en lui faisant encore miroiter la bonne place. Et elle tombe dans le panneau. Dur sera le réveil. Nous serions de gros naïfs de penser que les sondeurs sont neutres.

Pourtant un observateur impartial peut constater que les gesticulations médiatiques actuelles ne sont que tromperies sur marchandises avariées. Pour se donner bonne conscience, les manipulateurs professionnels sondent sur des noms qui ne sont même pas candidats. Ça fait bien. Par contre ils ont rayé le FN. Qui peut croire que le FN fera Zéro voix ? Annette est avec Bello, mais il est quand même sondé comme candidat. Mort De Rire !

C'est tout cela qui explique notre titre : faut-il traduire les sondeurs devant les tribunaux pour propagande mensongère en période électorale ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Dans deux ans, la fin du quota et du prix garanti, 18.000 emplois menacés, silence des candidats aux régionales

Quel prix pour la canne à sucre ?

En France, le lobby de l'élevage n'arrive pas à faire plier les industriels pour augmenter les prix. Son poids est pourtant bien plus grand que celui du lobby de la canne à sucre à La Réunion. La crise de l'élevage en France illustre les difficultés qui attendent La Réunion dans deux ans.

Pour illustrer son propos hier en conférence de presse, Paul Vergès s'est notamment appuyé sur la crise de l'élevage en France. Elle est marquée par une tentative française de fixer un prix. Les industriels disent non et affirment que le marché fera le prix, le marché mondial.

Voilà qui fait apparaître une contradiction entre la France et les autres pays dont l'Allemagne, devenue la première puissance agricole européenne. L'Allemagne a fait venir des migrants, avec des salaires et des lois sociales inférieurs à ceux de la France. Cette méthode lui permet aujourd'hui des coûts de production moins élevés, et le prix du porc arrive en dessous de celui souhaité par le gouvernement. Le lobby de l'élevage en France autrement plus important que le lobby de la canne à sucre à La Réunion. Cette épreuve nous l'avons dans deux ans.

Le sénateur rappelle que voici un an, le président de la République donnait satisfaction pour les 38 millions supplémentaires d'aide à la productivité à compter de 2017, ajoutés aux 90 millions déjà versés. Ces crédits français sont conditionnés à l'accord de l'Union européenne. Paul Vergès constate qu'il n'y a toujours pas de réponse de l'UE, « et la bataille du gouvernement français pour les 38 millions est molle ». « Les ministres du gouvernement sont contre les 38 millions car ils considèrent que c'est une bataille perdue », poursuit-il. Cela voudrait dire verser 128 millions ad vitam eternam...

Cela masque le problème de fond qui est la concurrence directe entre le prix du sucre de canne et le cours mondial du sucre.

Le problème est le prix exigé par les planteurs de canne de La Réunion. Dès maintenant le prix du sucre baisse au niveau mondial, et le prix garanti est surélevé. Ce prix garanti disparaîtra en 2017.

Le prix du sucre réunionnais baissera-t-il jusqu'au niveau du cours mondial ? Quel sera alors le prix de la canne à sucre ?



Dans deux ans, qui achètera du sucre de La Réunion ? À quel prix ? Quel sera alors le prix de la canne à sucre ?

Dernière minute : le sucre blanc au plus bas

« Le sucre est resté sous pression cette semaine, dans un marché surabondant.

Les cours du sucre blanc échangés à Londres sont tombés jeudi à un nouveau plus bas en six ans et demi, à 329 dollars la tonne. De leur côté, les tarifs du sucre brut échangé à New York se sont stabilisés après avoir grimpé mardi à leur plus haut niveau en près de deux semaines, à 10,93 cents.

La plupart des analystes constatent que les perspectives du sucre demeurent moroses. « Les prix du sucre brut sont sous la pression d'une combinaison d'une surabondance d'offre qui est le résultat de cinq saisons consécutives de surplus, et d'un réal brésilien faible », explique à l'AFP Guilherme Kfourri, économiste à l'Association internationale du sucre (ISO). »

Source : la France agricole

Vanille, épices, vétiver, géranium...

Avant la canne à sucre, d'autres filières ont déjà disparu

La Réunion était le premier producteur mondial de géranium, un des leaders mondiaux de la vanille, et le vétiver était un fleuron de son économie. Toutes ses filières ont été rayées de la carte à cause du même problème que la canne-sucre va affronter dans 2017 : la confrontation au cours mondial.

Lors de sa conférence de presse hier, Paul Vergès a rappelé la faillite d'autres filières pourtant très prospères à La Réunion.

Ce furent d'abord les épices de La Réunion concurrencés par l'Asie. Il y eut aussi la disparition de la vanille à la suite de la conquête de Madagascar par la France. Des Réunionnais partis dans la Grande île y ont développé la culture de la vanille, ce qui a entraîné une concurrence mortelle.

Le vétiver a dû plier face à la production de Haïti.

Le dernier exemple concerne le géranium. La Réunion était le plus grand producteur d'essence de géranium du monde. Un ministre est venu donner la Légion d'honneur au principal producteur, et trois ans après, c'était la disparition du géranium. « Les planteurs ruinés sont venus dans le bidonville du Cœur saignant », rappelle Paul Vergès.

QUOTIDIEN DU PARTI COMMUNISTE RÉUNIONNAIS LUNDI 7 AVRIL 1975 Numéro 6 459	<h1>Témoignages</h1>	Boite Postale 192 75, rue M.L. Ledere Saint-Denis Tél. 21.13.07 ★★★ ABONNEMENT 10,00 F.F. par mois. Le numéro : 0,60 F.F.
---	----------------------	--

A LA CHALOUPÉ AU TAMPON ET AU GUILLAUME SAINT-PAUL

- Succès des rassemblements et défilé, samedi et hier
- ▷ **LES PLANTEURS DE GÉRANIUM ONT DIT AVEC FORCE LEUR REFUS DE LA RUINE ET PROPOSÉ DES SOLUTIONS IMMÉDIATES**
- ▷ Les élus du sud, unanimes, ont affirmé leur soutien à ces solutions



SAMEDI DANS LES RUES DU TAMPON : «LE GÉRANIUM NE DOIT PAS MOURIR».

Yanis Varoufakis fait le point au lendemain de la démission du gouvernement conduit par Syriza

La grande majorité du peuple grec trahie

Yanis Varoufakis est l'ancien ministre des Finances de la Grèce. Entre janvier et juillet, il a conduit les négociations avec l'Union européenne, la Banque mondiale et le FMI au sujet de la dette de la Grèce. Il a choisi de démissionner au lendemain du succès du « non » au référendum sur un énième plan d'austérité imposé à la Grèce, car il ne voulait pas appliquer une politique qui allait à l'encontre de la volonté populaire clairement exprimée. Au lendemain de la démission du Premier ministre et du gouvernement, alors que la Grèce se dirige vers des élections législatives, le député de Syriza rappelle à l'Obs quelques éléments importants pour comprendre la crise. Voici des extraits de l'interview paru chez notre confrère, avec des inter-titres de Témoignages.

« Si les élections anticipées débouchent sur un gouvernement et un parti qui auront reçu un mandat populaire pour appliquer l'accord du 13 juillet, je ne pourrai évidemment pas en faire partie. Alexis Tsipras est rentré du sommet européen du 12 juillet, où nous avons assisté de fait à la capitulation du pays, en expliquant son positionnement. Celui-ci reposait, selon lui, sur un grave dilemme : soit on acceptait ce programme non viable, soit le plan Schäuble [le ministre allemand des Finances, NDLR] de "défenestration" de la Grèce de la zone euro était mis en action. C'est là que commence ma principale objection : je ne crois pas que le dilemme soit là. Je crois que le "plan Schäuble" est en train de se réaliser. C'est en votant "non" au référendum que je reste fidèle au programme de Syriza. Si je suis d'accord avec Alexis Tsipras pour dire que le Grexit doit être évité, selon moi, le maintien de la Grèce dans la zone euro passait justement par le rejet de ce nouveau et troisième mémorandum. C'est là que nos opinions divergent. Alexis [Tsipras] considère que cet accord est l'alternative au "Grexit" de Schäuble, moi je considère que ce mémorandum fait partie du plan de Schäuble [de sortie de la Grèce de la zone euro]. »

Sur le référendum du 12 juillet

« La semaine qui a précédé la fermeture des banques, je considérais – et je considère toujours – que nous aurions dû nous opposer à cette décision scandaleuse de l'Eurogroupe. Mais comme nous étions dans la ligne droite qui menait au référendum, il était de notre devoir de rester unis et de travailler pour la victoire du "Non". Et le "Non" l'a emporté. À ce moment-là, j'ai ressenti une immense responsabilité face à ces gens qui ont su s'opposer à toutes les attaques médiatiques contre les partisans du "Non", au moment même où les banques avaient été fermées pour leur faire peur. J'ai considéré alors que notre rôle était d'honorer ce courage. Je suis rentré à Maximou [résidence officielle du premier ministre grec, NDLR] imprégné et motivé par l'énergie de notre très courageuse population et je me suis trouvé confronté à la volonté de capitulation de la part des autres membres de notre groupe politique responsables des négociations. Ma position ayant toujours été de dire : "Je préfère que l'on me coupe la main plutôt que de signer un nouveau mémorandum", mon départ à ce moment s'est imposé à tout le monde comme une évidence. »

Sur l'après-référendum

« Je crois que nous avons trahi la grande majorité (62%) du peuple grec. En même temps, il est évident que ce résultat n'était pas un man-

dat de sortie de la zone euro. Comme Alexis Tsipras, j'ai toujours été opposé à ce scénario, même si je critique avec virulence l'architecture de l'eurozone. C'est d'ailleurs la raison principale pour laquelle j'ai été nommé ministre des Finances. Mais à travers ce référendum, le peuple nous a clairement dit : "Battez-vous pour un meilleur accord, et si l'on vous menace de Grexit ou de tout autre catastrophe, n'ayez pas peur." (...)

Laissez-moi plutôt poser une autre question, que j'ai soumise aux membres de l'Eurogroupe en poussant leur raisonnement jusqu'au bout : "Ne serait-il pas mieux d'abolir les élections pour les pays se trouvant dans un programme d'aide ? Cela aurait le mérite d'être clair. Nous pourrions déclarer par la suite que nous avons créé une union monétaire en Europe qui abolit la démocratie pour les pays ayant une dette qu'ils ne peuvent pas rembourser". Comme vous l'aurez compris, la discussion s'est arrêtée là... Par ailleurs, mes opposants les plus farouches, au-delà de Schäuble, ont été les pays ayant imposé à leurs populations des cures d'austérité très dures. Quand on sait, par exemple, qu'en Lettonie la moitié de la population a dû s'expatrier à cause de la cure d'austérité imposée au pays, il est prévisible que les dirigeants lettons ne veuillent pas s'exposer à la vindicte populaire en laissant le gouvernement grec démontrer qu'une autre voie existe. »

Dézyèm morso :

Alon di dé-troi mo dsi pyé d'boi ! Dé troi mo dsi la foré !

In tèks an kréol rényoné Georges Gauvin la fé a partir d'in dokimantasyon anprété dsi internet

In foré nana son l'itilité kant mèm ! é sa i fo pa obliyé.

Dann la foré i trouv manzé, la protéksyon, bann konbistib, linz épi médikaman pou demoun i arès tèr-la. Si la poin la foré nana in paké la popilasyon lé kondané pou disparète. Zot i pèrd sak i apèl z'ot repèr, zot i koné pi ousa i fo alé, koman rode z'ot manzé, koman roganiz z'ot vi ; mé la pa solman sa, pars d'aprè sak i di i anpèrd shak ané, ané apré ané 270000 zanimo épi bann plant... par la déforéstasyon, konm moïn la di in vré dévastasyon.

Ankor in n'afèr : lo klima mondyal i gingn lo kontro-kou la déforéstasyon. I fo zot i koné 40 % lo karbone lé éstoké dann bann foré, dann lo vézétasyon, é dann la tèr bann foré. Mazine azot bien ké kan in foré i disparète lo karbone ramassé lé largé dann l'atmosphèr é mi di pa zot son l'éfè d'sèr dsi lo klima é l'éshofman k'i s'ansui é koman sa i agrav ankor l'éshofman lo klima nout planète.

Déboizé sé détruir lo sol ! Rann la tèr éstéril ! Parl pi dann bann réjyon tropikal kan lo pti koush la tèr arabl lé ataké par le l'o, lo van, la shalèr, la plui. Tou ni san son kouvertir pyé d'boi la tèr i pèrd son tèr arabl, é li lé rokouvèr par in spès koush dir i gingn pa fé arien ansanm. Désèrtin l'androi i apèl sa latérite !

I fo pa non pli ni obli lo rol la foré dann lo, sé èl k'i éstok sa, sé èl k'i règ lo débi bann sours épi bann rivir, ravine, flèv, kaskad é tousala... San la foré, pi ditou d'lo pou bann rivyèr. Sa la pa in l'invansyon, sa i pé z'ète vérifyé in pé partou. Ala pou kosa i fo éstop la déforéstasyon, i fo éstop la dévastasyon.

Kèl solisyon pou éstop la déforéstasyon é fé bate ali aryèr ?

Sa sé in l'obzèktiv i pé trapé asé fasilman. Pars sa i pé z'ète fé si i pran lo bann mézir k'i fo, san tro dépans l'arzan avèk konm i di in rotour dsi invéstimman pou domin, lo kour tèrm, é pou apré-apré, lo lon tèrm. Sa sé in n'afèr n'import ki i pé konprann. La pa bézoin li na bak plis vin-sink !

Protèz nout bann foré sa i pass par la diminisyon dann la prodiksyon la pate pou fé papyé donk dévlop la rékipérasyonn lo papyé épi lo kartron. I fo galman aranz bann foiyé l'androi bann famiy i kui manzé avèk do boi é dévlop bann téknik l'ésplôitasyon dirab lo boi la foré-konsome lo sirpli, tyé pal o kapital ! I pé osi kui manzé avèk solèy épi la bio-mass épi par d'ot moiyin ankor, bann léktèr témoignaz la fine antann parlé. Zot i souvien dé zenn étidyan la transform kabiné an sours de gaz pou kui manzé dann z'ot gran lékol ? Nou la fine anparl de sa !

Lo rosiklaz :

Lo bann z'éfor lé pa partou parèy. Si par égzanp dann l'Almagn lo rosiklaz i konsèrn 72 % d'lo papyé, dann La Chine sé arienk 30 %, Dann l'amérik i rosikl lo papyé pou 48 %. Mèm bann fabrikan papyé kabiné i fé ral dsi z'ot zorèy : in bonpé an parmi bann pli gran i vé pa ansèrv lo papyé rosiklé pou in izaz ké lé pa tro nobl kant mèm, é zot i profèr raz la foré. Poitan sré pa tro dir pou kal azot. Koman ? Par lo z'inpò, sansa par lo pri, osinonsa tiliz zis in mok dolo konm i fé dann sèrtin péi. In bon kanpagn é mi pans i pé fé rokil

azot !

Bann foiyé amélyoré :

Isi La Rényon nou la kant mèm invant lo fourno portoi é si li lé an somèy koméla lo l'invansyon i viv ankor é i domann k'a rodémarré, isi é dann d'ot péi. Nana osi bann foiyé solèr : trois pyès l'aluminium, lo solèy konsantré dsi la marmite é troi z'èr apré manzé lé kui. Lé vré k'i mète lo tan mé si i dépans moins, i vo la pène non ?

L'ésplôitasyon dirab :

Akoz sak i fé dann La suède, La norvège, mèm La frans lé pa posib fèr dnn bann péi lo sid ? Pars ou i pé alé détriui sé lé z'ot sajk lé défandi détruir shé ou ? O sinonsa lé fasil avèk l'arzan fé la koripsyon bann moun nana in shikète pouvoir ! Sé pou sa k'i kontinyé bann pratik absird, lo bann koup a blan, lo gaspiyaz do boi, la déstriksyon la tèr arabl. Donkalor lo moun l'androi li pé krèv do fain, sa la pa lo traka in sèrtin bann sosyété.

La pa fini : Par la suit nou va oir inn-dé l'égzanp la roforéstasyon pars sa i fé plis plézir kant mèm.

Otè

Konm kanar san tèt !

Sanm pou mwin ziska mwad désanm, néna ankor pou war, néna ankor pou antann, ziska zéléksyon rézyonal, lo 6 é lo 13 désanm. Konm kanar san tèt, désertin i sava dan tout diréksyon, tanto i bat a drwat, tanto i bat a gosh, dé-fwa i suiv kouran o milié. Poitan si ni argard in pé tousala dopré, si ni éspionn déryèr la port antrobayé domoun, si ni baz in pé si ladi-lafé, si ni ékout radio perkal, i prétan, ni pé dor d'si nout dé zorèy vik pou zot pa d'kikilik, pou lo zéléksyon d'mwa désanm noua pi bozwin lirn.

Dérnié sondaz larivé sèt sominn, ni koné pa dann ki kèl poul i sort mé sèt la i di lé sir, pi bozwin voté, i donn dan lord kisa i sort promié, dézyinm trwazyinm tousala ziska dizyinm. I koné pokor kisa sora kandida, na pwin inn néna in prozé, mé i koné déza kisa sora éli. Néna sak lé pour, néna sak lé kont. Désertin sak lé kont i mèt an gard i di konm sa, pétèt antrotan zandarm, minm san linvitasyon i pé rant dann ron pou défé tousak té fé an bié. Minm si désertin i di "la lwa lé konm la twal zargné, ryink ti zinsek i rès kolé". Pou lo kou, la na war.

Ziska mwa d'désanm lé kourt é lé long an minm tan. Ki pé konèt sak i sa éspasé dis i s'tan la ? Konm di lo kont, fo pa fé la bou avan la pli. Bann sondaz aranzé i donn in moun dovan avan lèr, i fwar apré, ni koné sa dopi lontan. Pou sak lé lwin-lwin dovan dann sondaz, granmoun i di « la lanp i klèr papiyon, sé pou mié bril son zèl, méfié a zot ». Lontan nou té i di « dé fwa i mèt ti kanar, i sort ti pou ». An atandan mwa d'désanm ni kontinié rogard nout kanar san tèt.

Justin

« Moin lé rant dé ! - In zour, in kozman

Sa i vé dir lo moun i ézit é li koné pa kosa li sava shoizi. I pé z'ète « rant dé kèr » : la i vé dir ou i koné pa kosa ou i doi fé. Rant dé ? Sa i ariv pli souvan ké zot i kroi : « mi maryé », « mi maryé pa » ? Kalkil in pé lo traka d'in moun kan li koné son maryaz lé marké pou tèt zour é konm di lo kont, li lé ankor dann l'indivi. Mi sava voiyazé, mi sar pa ? D'in koté mi èmré alé, dé l'ot mi ézit bonpé. Lé sinp, dann in ka konmsa, ou i avans pi, ou i rokil pa non pli... Mé sak i avans pa i rokil konm in pé i di. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ! Pou mon par, mi fèrm mon také é sirman nou va rotrové.